

LE MONDE LIBERTAIRE

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

« Toute vérité franchit trois étapes. D'abord elle est ridiculisée. Ensuite elle subit une forte opposition. Puis elle est considérée comme ayant toujours été une évidence. »

Arthur Schopenhauer

N° **1617**

du 16 au 22 décembre 2010

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

Le Père Noël
est une Ordure



M 02137 - 1617 - F: 2,50 €



Sommaire

Le Monde libertaire est le journal de la Fédération anarchiste. L'édition, la mise en page, l'iconographie et la correction sont assurées par le Comité de rédaction du Monde libertaire (CRML), formé de membres bénévoles de la FA qui leur confie ce mandat pour un an.

Les auteurs des articles ne sont pas tous membres de la FA mais leurs productions sont systématiquement lues et acceptées à l'unanimité par le CRML avant leur publication.

Pour soumettre un article au CRML, il suffit d'envoyer un fichier au format doc à l'adresse :

monde-libertaire@federation-anarchiste.org

La mention « Article » doit figurer dans l'objet de l'e-mail. Une page du journal représente environ 5 000 signes, espaces comprises. Si l'article est accepté, nous nous occupons de l'illustration, bien que nous acceptons les images éventuellement fournies avec l'article (libre de droits). Le CRML se réunit le mardi soir pour décider du contenu du numéro à paraître la semaine suivante. Cela signifie qu'un article reçu le mercredi ne sera lu que six jours plus tard et publié au plus tôt quatorze jours après réception, voire plus tard, en fonction de notre plan de charge.

Un article peut ne pas être publié pour plusieurs raisons qui n'ont pas trait au contenu politique. Le journal ne comprenant que 24 pages, celles-ci peuvent être occupées par des articles prioritaires. D'autre part parmi plusieurs articles traitant du même sujet, le CRML peut faire le choix de ne pas tous les publier.

Actualité

Qatar, foot et clim', par S. Lhomme, page 3

Santé désagréée, par P. Schindler, page 4

Syndicalisme à revoir, par J.-P. Germain, page 5

L'autruche de la semaine, par F. Ladrissé, page 5

Des brèves, un strip, page 6

À propos de l'ETA, par Jean, page 7

Arguments

Korrida mon amour, par R. Berthier, page 8

La dictature des freluquets, par N. Potkine, page 10

Espionite aigüe, par J. Langlois, page 11

International

La Russie en crise, par K. S. Bessmertny, page 14

Sciences

La technique est à nous, par Romain, page 16

Histoire

Les Charlots font l'Espagne, par G. Goutte, page 18

Lecture

Deux livres sur l'affaire Colonna, par P. de Mérignac, page 20

Mouvement

C'est pas du cinoche, par Bibo, page 21

Un kiosquier anarchiste, page 21

Sur les ondes, page 22

À voir, à faire, page 23

Profitez des anciens tarifs d'abonnement
(offre valable jusqu'au 31 décembre 2010)

Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

☐ 20 €

☐ 38 €

☐ 61 €

Étranger

☐ 27 €

☐ 46 €

☐ 77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} ☐ 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

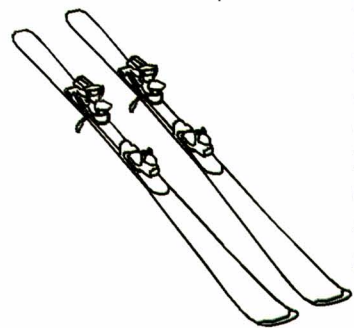
Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)

Dépôt légal 44 145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.



Il a neigé sur la France. Et pas qu'un peu! Certains ont même skié sur les Buttes Chaumont à Paris, c'est dire. Mais pendant que ces quelques rigolos se réjouissaient d'avoir enfin à portée de main le paradis neigeux des stations de ski, d'autres étaient bloqués sur les routes, dans les trains et dans les aéroports. La France était paralysée, dit-on. À croire que la météo est plus efficace en matière de blocage que les centrales syndicales. Inquiet pour toutes ces classes moyennes – voire bourgeoises – qui revenaient du turbin ou de vacances, le gouvernement – toujours soucieux de ménager ces futurs électeurs en puissance – a sorti le grand jeu: réquisition d'urgence de gymnases, d'écoles, de lycées et autres hangars pour héberger tout ce beau monde; patrouilles d'hélicoptères pour repérer d'éventuelles voitures ou personnes isolées sur les routes de campagne; compagnies de gendarmes transformées en « déblayeurs de routes » (et, nous, personnellement, on les préfère ainsi cuisinés). Bon, nous n'allons pas nous en plaindre, nous ne sommes pas uniquement des spécialistes de la grogne. Mais tout de même... Si nos dirigeants s'évertuaient ainsi pour venir en aide aux sans-abris, aux mal-logés et autres traîne-misère de notre société, on aurait probablement fermé notre gueule. Mais force est de constater que ce n'est pas le cas et que les crève-la-faim ne peuvent compter que sur quelques associations charitables et solidaires qui s'efforcent tant bien que mal de remplir les carences d'un État qui, fidèle à sa raison d'être, se fout intégralement de ce Lumpenproletariat qui ne vote pas. Alors, forcément, une fois encore, tout ce déballage (qui ne parvint même pas à débloquent la situation...) pue affreusement l'électoratisme et montre, à nouveau, pour qui l'État existe. Dans l'immédiat, une chose est sûre, la lutte des classes devra commencer en s'achetant des luges et des skis avant de penser aux fusils et aux grenades.



Abroger Yann Arthus-Bertrand, le Qatar et la Fifa !

Stéphane Lhomme

Observatoire du nucléaire¹

ON ABROGE BIEN UNE MAUVAISE LOI, alors il faut, de toute urgence, « abroger » Yann Arthus-Bertrand (YAB). Oui, bien sûr, j'aurais pu écrire « éradiquer », comme pour une maladie ou un virus. Mais voilà, cet hélicologiste malfaisant est une loi à lui seul: aussi sûrement que la gravitation universelle s'applique à chaque corps, YAB pervertit toute initiative en faveur de l'environnement.

Pire: il soutient toute démarche anti-écologique, surtout lorsqu'elle est d'ampleur. C'est exactement ce qui s'est passé fin 2010 lors de l'attribution par la Fifa (Fédération internationale de football association) de l'organisation des coupes du monde de football 2018 et 2022.

La première aura lieu en Russie et sera, c'est déjà une certitude, l'occasion de battre tous les records... de corruption. Pour la plus grande joie des mafieux et autres oligarques qui prospèrent au pays de Poutine. Pourtant, curieusement, ce n'est pas cette édition mais la suivante qui concerne YAB: ce dernier a en effet âprement soutenu la candidature qatarie.

Il n'était pas le seul puisque, en échange d'un modeste chèque de 15 millions de dollars [Ndlr: 11 millions d'euros], le footballeur ultradoué et ultralibéral Zinédine Zidane a lui aussi supporté la candidature de l'émirat. Ce dernier a aussi généreusement arrosé notre cher hélicologiste dont il avait d'ailleurs déjà cofinancé le regrettable film *Home*².

Ce qui est fabuleux, c'est que YAB a été la caution « écolo » de la candidature la plus polluante que l'on puisse imagi-

ner: les températures estivales atteignant fréquemment les 40 voire 50 °C, les stades qataris seront climatisés. Non, vous ne rêvez pas: il ne s'agit pas seulement des vestiaires ou des loges des VIP, mais bien des stades entiers, air ambiant compris. Une véritable folie... estampillée Arthus-Bertrand, et au nom de l'environnement s'il vous plaît!

Il nous est même demandé de nous réjouir doublement car, selon les promesses émiraties-arthusiennes, l'énergie nécessaire sera d'origine solaire. Mais, quand bien même ce serait le cas, il s'agirait d'une hérésie, la perversion ultime des énergies renouvelables: celles-ci doivent théoriquement remplacer des énergies polluantes, et non satisfaire des consommations absurdes.

Ceci dit, sachant que l'émirat voisin d'Abu Dhabi vient de commander quatre



réacteurs nucléaires à la Corée du Sud (au nez et à la barbe de l'industrie nucléaire française, une nouvelle fois ridiculisée), il ne serait pas étonnant que, d'ici 2022, on nous apprenne que les incroyables stades climatisés seront finalement alimentés par l'atome.

Il sera alors trop tard pour attribuer à un autre pays l'organisation de la coupe du monde (de toute façon, la Fifa ne sanctionne jamais les candidatures mensongères, autrement la Coupe du monde... n'aurait jamais lieu). Et, si par malheur YAB est encore là, il viendra nous expliquer, moyennant un nouveau gros chèque, que le nucléaire « n'émet pas de CO₂ » et que les déchets radioactifs qu'il produit « ne posent pas de problèmes », comme il l'a déjà déclaré³.

Voilà pourquoi il faut au plus vite abroger Arthus-Bertrand. Je propose d'ailleurs

d'en faire de même pour l'émirat complice : mieux vaut Qatar que jamais. Idem pour la Fifa et j'en profite, même si ce n'est plus lié à l'environnement, pour dénoncer cette structure littéralement mafieuse dont la corruption est démontrée par plusieurs livres et des enquêtes de la BBC⁴.

Quand j'étais gamin, je rêvais de la Coupe du monde de football mais, depuis 2010, cette épreuve s'appelle désormais officiellement Coupe du monde de la Fifa. Incroyable, ils nous ont carrément volé le football ! C'est à se demander si, bientôt, il ne faudra pas payer une redevance même pour échanger quelques shoots dans la rue ou dans un pré : surpassant la Sacem, la Fifa aura partout des inspecteurs habilités à vous interpellier et vous verbaliser à chaque instant : « Hep, vous là-bas : vous jouez au football, marque déposée de la Fifa ! »

Espérons que ce ne sera jamais le cas mais, avec la Fifa, le pire est toujours possible. La preuve, elle a attribué la Coupe du monde 2022 au Qatar, avec la collaboration active de Yann Arthus-Bertrand. Abrogation, vite !

S. L.

1. www.observatoire-du-nucleaire.org

2. Home a permis à YAB d'abuser l'opinion publique mondiale et de multiplier sa fortune tout en blanchissant les multinationales polluées. Une véritable performance !

3. Voir par exemple www.nicematin.com/article/societe/le-nouveau-defi-de-yann-arthus-bertrand

4. Voir en particulier <http://transparencyin-sport.org>

Nora Berra, c'est bien parti !

DANS LE CADRE DES DÉBATS PARLEMENTAIRES sur le projet de loi de finances de la Sécurité sociale, les sénateurs ont refusé samedi 4 décembre les amendements concernant l'aide médicale d'État (AME). En fixant un droit d'entrée de 30 euros dans ce dispositif, ou en réduisant le panier de soins, ces amendements auraient retardé, ou bloqué, l'accès des sans-papiers au dépistage et aux soins.

Cette décision du Sénat est le fruit de la pression et du travail associatif et montre que

la mobilisation peut être payante. Contrairement aux députés, les sénateurs ont fondé leur décision sur l'expertise et l'expérience de terrain, qui démontrent qu'une remise en cause de l'AME serait un non-sens économique et une catastrophe sanitaire.

Cependant, la nouvelle secrétaire d'État à la Santé, Nora Berra¹, a soutenu les amendements démantelant l'AME, au nom de « la lutte contre la fraude et les abus ». Elle a donc refusé de suivre les avis des associations, du Conseil national du sida ou encore de médecins, pour s'enfermer dans une idéologie xénophobe : les étrangers tricheraient. De plus, est-il nécessaire de rappeler que les sans-papiers doivent relever de la CMU, car il s'agit d'une couverture universelle et, de plus, pour la plupart, les sans-papiers travaillent, donc paient des cotisations sociales. Seul le principe d'égalité face à la santé doit l'emporter sur toutes les autres logiques.

Selon Act-Up Paris : « Nora Berra confirme ainsi que, des années qu'elle a passées comme médecin VIH, elle a tiré beaucoup d'enseignements sur la « problématique » des laboratoires pharmaceutiques, mais que cela ne lui a rien appris sur les enjeux de santé publique, ni sur la réalité de terrain, ni sur la véritable situation des minorités mises à mal par les politiques de sa majorité. » (Voir l'article

« La santé dans l'antichambre du gouvernement », *Le Monde libertaire* n° 1614.)

Malheureusement, d'expérience nous pensons que durant la commission mixte paritaire avant le vote final, Nora Berra ne tiendra compte ni de l'avis des associations, ni de celui des médecins, ni du rapport d'experts préconisé par le Comité national du sida sur la prise en charge du VIH et, comble de l'ironie, ni de celui des sénateurs. Et pan sur le bec pour ceux qui veulent nous faire croire que l'équilibre existe en France grâce à ses deux assemblées et au jeu parlementaire. Nous autres anarchistes dénonçons ce jeu de dupes depuis tant de décennies, qui ne fait que se confirmer tous les jours.

Patrick Schindler

Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste



1. Médecin, elle fut pendant dix ans, jusqu'à l'année dernière, en poste dans différents laboratoires pharmaceutiques... (Ndlr.)

L'État n'est plus rien, soyons tout

« **CE N'EST PAS UN HASARD** si la Grèce, où est née l'idée de démocratie, ouvre la voie du combat à mener contre une corruption démocratique qu'aggrave partout la pression des multinationales et des mafias financières. On a vu dans ce pays se manifester une résistance qui tranche avec la léthargie d'un prolétariat européen, anesthésié depuis des décennies par l'emprise du consumérisme et par les impostures de l'émancipation » (Raoul Vaneigem)¹. Diable... Nous, anarchistes, la démocratie, dans le sens actuel, ça ne nous emballa pas spécialement. Le fait que le mouvement social s'enlise dans des voies étroites, là on est d'accord. Mais que faire, au-delà des incantations ?

Certes, au-delà des mots d'ordre, ça a piétiné dans tous les sens du terme. Tout cela pour engranger le mécontentement pour la présidentielle de 2012 ? Le spectacle de la

gauche parlementaire à l'heure où nous écrivons ces lignes fait encore une fois douter de cette stratégie politique... Pourtant, tous ensemble dans les luttes, coordonnés syndicalement au niveau local, ça devrait être possible et ne pas rester au niveau du slogan voire du rêve.

« Nous avons vaguement l'impression d'être vendus, trahis, mais pour quelles raisons ? » déclaraient dernièrement les camarades de la CGT Goodyear. « Vendus et trahis par tous ces syndicalistes qui n'imaginent leur rôle que comme force de pression et de contre-proposition dans le cadre de l'appareil d'État capitaliste. [...] Il faut revenir aux fondements du syndicalisme et vite... »

D'autres camarades de la CGT déclaraient aussi : « La pression retombe après les semaines de mobilisation, les piquets de grève le matin à l'aube,

les manifestations à piétiner en attendant de pouvoir (enfin !) commencer à défiler. En ce moment on souffre. Et quelque part c'est normal, on n'est pas des super-héros. » Paroles du quotidien du monde du travail...

Faudrait, bien sûr, rassembler mécontentes et mécontents pour faire entendre notre voix dans les diverses structures syndicales. Sans faire dans le défaitisme, l'avenir est-il à ce point bouché ? S'il faut rester sur le plan syndical, payer ses cotisations et se rappeler le passé ? On espère qu'autre chose viendra !

Thierry Porré

Groupe Pierre-Besnard

1. Raoul Vaneigem, *L'État n'est plus rien, soyons tout*, éditions Rue des Cascades, 2010.



Quand l'autruche éternue...

Du fric, de la came, des putes et des vaches bien gardées

TIRANT TÊTE HORS DU TROU, qu'entends-je ? Holà, mais quel barnum ces dernières semaines les amis, c'est Bouglione et Zavatta à toutes les pages, vraiment ! Phrases de haute voltige, les formules à l'arraché grondent, certaines en piqué comme autant de Stuka lancés sur des cibles cependant repérées avec méticulosité : c'est qu'ils s'appliquent, les nouveaux, et, pareil, les repêchés du remaniement, c'est qu'ils cachent mal, sous leurs fards, la nécessité de faire un tantinet leurs preuves. Il n'est qu'à écouter le petit Baroin, tout frais moulu ministre, pichenetter et descendre en torche l'énorme, l'incontournable, l'excellentissime phare de la pensée contemporaine qu'est Éric Cantona, et sa révolution bancaire : « Monsieur Cantona, on le sait, est un très bon joueur de football », commence Baroin-le-chafouin. « Cependant, à chacun son métier, et les vaches seront bien gardées. » Je ne sais pas vous mais moi, j'en ai d'un coup perdu mes plumes, jusqu'à me sentir subitement bêtement ruminant.

À peine avais-je eu le temps de mâchouiller l'herbe des prés qu'un dénommé Védrine, Hubert, en remettait une couche dans le registre de l'outrecuidance, genre l'hautain qui s'assume. Ce type, dont on nous dit qu'il est né dans la Creuse, et qu'il fut ministre de la France des affaires étranges – toutes choses qu'on veut bien croire, mais bon... –, ce type

était interrogé à propos de Wikileaks. S'agissant de la pertinence, ou non, de l'application du principe de transparence, il crut bon de préciser qu'« on ne parle pas aux enfants comme on parle aux grandes personnes ». Je ne sais pas vous, mais moi, j'en suis comme sur le coup retombé en enfance, jeune autruchon pubère s'ébrouant dans la brousse, innocent, ignorant : un con. C'est assez ce que nous sommes, pour ces gens, vous ne croyez pas ? Des vaches, des enfants. Des cons, qu'on promène en troupeau.

Il est d'autres troupes, pour les Védrine, Baroin, consorts, au hasard : l'Afrique et ses peuples. Il n'est qu'à lire les commentaires concernant, en ce moment, la situation ivoirienne, pour mesurer dans quel mépris ils continuent d'être tenus par cette espèce d'instituteur père fouettard profiteur mégalo-barbouzard qu'on appelle l'Occident. « Ghagbo, Ouattara, en tout cas la communauté internationale a fait son choix », claironnait l'autre soir ce trouduc de Delahousse, journaliste au brushing parfait, sorte de Baroin mais en blond. Kézako ce machin, la « communauté internationale » ? Est-ce le Swaziland, la Serbie, l'Argentine, le Kazakhstan ? Que nenni mon copain, nous savons tous ce que recouvre cette appellation contrôlée – de très près, contrôlée –, laquelle a fait « son choix » : reste à vous y plier, les nègres, pas question que

vous nous emmerdiez avec vos histoires locales, les affaires sont les affaires et donc, vos affaires sont nos affaires, et donc, le business attend pas.

Pendant ce temps, le maître du château se lâche, devant quelques parlementaires : « Je suis là pour deux mandats, pas plus. Après, ce sera plus tranquille, ce sera la dolce vita. » Plus tranquille pour nous ? Peut-être. *Dolce vita* pour lui bien sûr, à la mode Berlu bien sûr, son modèle dans la vraie vie : du fric, de la came et des putes. Au Parti socialiste, il est paraît qu'on est rassuré : Sarko ne sera pas candidat en 2017, il l'a promis à sa greluce.

La *dolce vita*, disait-il : elle ne saurait être à l'ordre du jour pour les smicards et smicardes, au nombre de près de 4 millions, soit 16 % des salariés au pays du « gagner plus ». Le traditionnel « coup de pouce » du 1^{er} janvier se limitera, une fois de plus et pour la cinquième année consécutive, au minimum légal. Bonheur d'entre les bonheurs, le Smic devrait donc franchir, au matin de la nouvelle année, la barre symbolique des 9 euros bruts de l'heure. Merci qui ? Merci mes couilles, oui, en net ça donne un fier salaire de 1 080 euros. Vous avez dit bonnes fêtes ?

Frédo Ladrissse

<http://quand-l-autruche-eternue.over-blog.com>

Terreur antiterroriste en Grèce

Le 4 décembre, les salauds de la police antiterroriste ont envahi plusieurs apparts, squats et locaux de mobilisation sociale à Athènes, au Pirée, à Salonique, Agrinio et en Crète en prétendant avoir découvert des armes et des matières explosives. Les hommes de paille bien payés des médias se sont précipités à célébrer le « succès de la police nationale contre le terrorisme ». 24 heures après les arrestations, on apprenait que les armes trouvées n'étaient jamais utilisées dans des « attaques terroristes ». La coordination des écoliers et plusieurs collectivités du milieu anarchiste/anti-autoritaire et de l'extrême gauche ont manifesté à Propilaia, au centre d'Athènes, le 6 décembre.

Manif contre la précarité à Paris

Un petit millier de personnes dans la rue entre la place Stalingrad et la place de Clichy à Paris, malgré la neige, puis la pluie givrante et enfin, le vent glacé. Des associations antiprécarité (les patrons au RSA, les bourgeois au RMI), une trentaine de libertaires (FA, AL et OLS) et, sur le trottoir d'en face, nous suivant et aussi inutiles que les mouches du coche : une bonne quinzaine de flics en civil. C'est devenu une habitude ! Avec les keufs devant et derrière la manif, ils étaient presque plus nombreux que nous... Sont-ils nostalgiques des manifs sur les retraites, on leur manque tant que ça ?

Marche de nuit non mixte

Le week-end dernier à Paris (eh oui il s'en passe des choses) il y avait la marche de nuit féministe et non mixte organisée par Rage de nuit. Malheureusement, on est encore obligé de manifester parce qu'il y a encore des femmes qui se font humilier, agresser, insulter...

Parce qu'elles ne sont pas accompagnées par un mec, ou que deux femmes se tiennent par la main ou s'embrassent... Eh ouais, on n'a pas beaucoup avancé sur ce sujet. Pas assez de monde à cette marche (faut dire, il faisait un temps à geler sur place), accueil parfois sympathique mais pas agressif comme ça a pu être le cas l'année dernière. Bonne ambiance au sein de la manif, ce qui réchauffait un peu !

Non à la fermeture de la CIP

Une multitude de témoignages de solidarité exige de Delanoë le relogement de la Coordination des intermittents et précaires d'Ile-de-France (CIP-IDF), alors que le maire de Paris poursuit sa stratégie de pourrissement sur la question du relogement de la CIP-IDF. Des centaines de messages de solidarité arrivent sur les boîtes mail de la CIP-IDF ou sont associés à la signature de la pétition <http://soutien-cipidf.toile-libre.org>. Le samedi 11 décembre, Radio libertaire, de la Fédération anarchiste, organisait une journée et une soirée de soutien.

La teuhon !

Les experts de l'OCDE ont interrogé 4300 élèves français de 15 ans et placent le pays au 22^e rang sur 65 pour les critères de lecture et de culture mathématique, et au 27^e rang pour celui de la culture scientifique. Pour les syndicats d'enseignants, « depuis 2007 la politique du gouvernement mène inéluctablement à un décrochage accru des élèves scolarisés dans des écoles difficiles, dont les parents gagnent peu d'argent et ont peu de temps pour les encourager à travailler à la maison ».

La vélorution tout de suite !

Samedi 4 décembre dans l'après-midi, une centaine de cyclistes réunis sous la bannière de Vélorution ont manifesté à vélo, entre Bastille et Montparnasse, à Paris où ils ont déployé une banderole sur laquelle était peint « voitures individuelles = problèmes collectifs ». En plein milieu du sommet de l'Onu à Cancun, les militants de Vélorution, de Greenpeace et de l'Objection de croissance ont tenu à rappeler la nécessité d'aboutir à un accord climatique ambitieux.

Appel à désobéissance publique

Le 2 décembre, le Sénat a fait passer le projet de loi Nome imposant de nouveaux compteurs EDF, qui entrera en vigueur au 1^{er} janvier. Ceux-ci devraient bientôt être installés partout en France et facturés au prix très très fort de 300 euros. De surcroît, selon des techniciens EDF, ils ne sont pas fiables. Une seule solution : ne rien signer !

Naïfs étatiques

Selon le Ciss (Collectif interassociatif sur la santé), la Fnath (association des accidentés de la vie) et l'Unaf (Union des associations familiales), un projet de décret, dont ces associations ont obtenu la copie, permet d'abaisser de 35 % à 25 % le remboursement par l'Assurance maladie des médicaments « à service médical rendu modéré » (SMR, vignettes bleues) et des médicaments homéopathiques. Or en septembre, en présentant son projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2011, le gouvernement n'avait évoqué qu'une baisse de 35 % à 30 % de ces remboursements.

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Ni État, ni ETA

AUJOURD'HUI ENCORE, la répression des États-nations envers les minorités nationales ne perd rien de sa férocité.

Celle qui s'abat sur des militantes et militants de l'ETA, tant en France qu'en Espagne, reste dans cette tradition où tous les coups sont permis. Si, heureusement, les commandos de la mort semblent avoir été mis en veilleuse, tortures et dénis de justice sont toujours de mise.

Il est impératif pour les libertaires de rester sans cesse vigilant pour dénoncer cette répression. C'est ce que *Le Monde libertaire* est en train de faire, en rendant compte des procès qui se tiennent actuellement en France.

Cependant, cela ne signifie en aucun cas que les victimes de cette répression puissent gagner automatiquement notre sympathie, notamment lorsqu'il s'agit de ce nationalisme guerrier qu'est l'ETA.

Nous devons d'autant plus nous en garder, que l'ETA s'est bâtie toute une mythologie et bénéficie encore de l'aura quelle a pu acquérir dans le combat contre le franquisme. Il est donc indispensable de connaître un tant soit peu l'histoire du nationalisme basque et de l'ETA.

Celle-ci naît sous le franquisme (1959) de la fusion des jeunesses du Parti national basque et d'un groupe étudiant de l'université de Bilbao (Ekin).

On trouve étroitement imbriqués dans la genèse de l'ETA des origines nationalistes et religieuses, et un marxisme-léninisme mixant toutes ses tendances (stalinienne, trotskiste, mao). Le principal inspirateur de l'idéologie de l'ETA est l'écrivain et politicien basque Federico Krutwig qui théorisa à propos du rapport du nationalisme ethnique basque et du marxisme-léninisme. Il s'inspira aussi des doctrines et stratégies des luttes armées des années 1960-1970 : Algérie, FLN ; Palestine, OLP ; Cuba et guérillas d'Amérique latine ; Irlande, IRA.

Pour bien apprécier ce qu'est l'ETA, il faut aussi, et même surtout, connaître les particularités du nationalisme basque. La principale caractéristique de ce nationalisme repose sur une interprétation purement ethnique de la nation basque. Le concept d'Euskadi n'est pas fondé sur une nation au sens culturel, géographique ou historique, mais avant tout sur la conception d'une population biologiquement pure.

Sabino Arana Goiri (1865-1903) parlait de « *limpieza de sangre* » : pureté ou propreté du sang.

Engracio de Aranzadi, autre idéologue

nationaliste écrivait dans les années 1930 : « Si le peuple basque est bon, ce n'est pas grâce à ses intuitions, mais à l'intégrité de son esprit racial. »

Sabino Arana Goiri a été le fondateur du Parti national basque. Il a créé : le concept d'Euzkadi : « un peuple, une nation » ; l'hymne national basque : *Euzko Abendaren Ereserkia* qui signifie « Hymne de la race basque » (l'ETA a adopté pour hymne, *Eusko Gudariak*, l'hymne de l'armée basque). Il a aussi créé l'Ikurrina (le drapeau basque), symbole d'un Pays basque unifié indépendant, qu'il justifiait par le concept de « race basque qui ne ressemble en rien à l'espagnole ou à la française, toutes deux d'origine latine ».

Ce concept, aujourd'hui scientifiquement intenable, a été mis de côté, mais il revient sournoisement dans les déclamations nationalistes : « Basque, Basque tout court, ni Espagnol, ni Français. »

On le voit, le nationalisme basque, dont l'ETA est l'héritière, nous amène bien loin des droits légitimes des peuples.

Dans leur construction mythique, les membres de l'ETA se présentent souvent comme les enfants de Guernica. Pourtant, si le 26 avril 1937, la légion Condor a dévasté Gernika, ce n'est pas parce que c'était une ville basque, mais parce que cette ville basque était dans le camp républicain contre le camp... nationaliste (espagnol celui-là).

C'est vrai, l'ETA s'est distinguée sous Franco en éliminant des policiers tortionnaires et en débarrassant l'Espagne du dauphin du Caudillo : Carrero Blanco.

Mais il faut aussi savoir que si cette lutte légitime a fait à l'époque 43 tués, les rackets, enlèvements, extorsions, attentats et assassinats qui continuent depuis la fin du franquisme ont fait plusieurs centaines de victimes, dont une bonne part de civils et même de membres de l'ETA abattus pour avoir voulu abandonner la lutte armée.

Alors, des militantes et militants nationalistes peuvent toujours se gargariser de romantisme révolutionnaire et tenter de nous faire croire que « le drapeau, c'est provisoire, comme les frontières », mais nous savons bien que pour faire rentrer la réalité dans le mythe, il n'y a que la mystification.

Jean

Groupe Gard-Vaucluse
de la Fédération anarchiste



Impressions de Corrida par un touriste normand

René Berthier

LE PARLEMENT DE CATALOGNE a voté en juillet 2010 l'interdiction de la corrida. Il semble que ce type de spectacle soit quelque peu tombé en désaffection en Espagne. Tant mieux.

L'opinion que j'avais sur la corrida était celle d'un bon Normand du Pays d'Auge habitué aux vaches, bœufs et taureaux bien gras broutant paisiblement une herbe épaisse dans des champs vallonnés compartimentés par des haies, et qui ne voyait pas pourquoi on irait torturer ces bêtes dans une arène. Mais, après tout, si ça faisait partie de la culture espagnole, ce n'était pas mon affaire. J'allais même jusqu'à me dire que la corrida était un phénomène culturel espagnol, et après tout si le spectacle de la violence dans une arène fournissait un exutoire à la violence de la population et réduisait la criminalité, après tout pourquoi pas.

Lorsque j'assistai à une corrida, il y a quelques années, je modifiai mon point de vue.

Nous étions deux familles en vacances en Andalousie et nous avions loué une maison dans un « village blanc ». Curieusement, ce sont les femmes qui ont voulu absolument voir une corrida à Séville.

Je n'avais pas du tout l'intention d'y assister. J'ai fini par me décider car après tout, si je devais prendre position sur la question, autant le faire en connaissance de cause.

Ces dames ayant décidé de faire du shopping, j'avais choisi de me promener tout seul dans Séville. J'aime bien l'ambiance des bars espagnols et passai l'après-midi à y faire du tourisme à ma façon.

J'arrivai un peu avant le rendez-vous fixé, et face à l'entrée des arènes, il y avait... un bar. Ça tombait bien, j'y entrai.

C'était manifestement un bar pour aficionados puisque toute la décoration du lieu était dédiée au taureau et à la corrida. En fait, c'était plus que ça : c'est là que le personnel de l'arène se donnait rendez-vous pour prendre un café avant d'aller au turbin. Je dis bien turbin, car c'est l'impression que ça m'a donné. L'ambiance était celle de tout bistrot situé en face d'un lieu de travail, où les gens se rendent sans conviction avant d'aller gagner leur croûte et où ils discutent de choses et d'autre, genre : « Qu'est-ce que t'as vu hier à la télé ? » ou « As-tu vu le match ? ». Puis, quand l'heure est venue : « Bon, faut y aller... »

C'est là que je vis pour la première fois une banderille. Il y en avait plusieurs accrochées au mur.

À la télé, on voit dans l'arène des gars sautillants dans des costumes chamarrés, aux fesses bien moulées dans une espèce de collant et qui fixent sur le dos des taureaux des baguettes de toutes les couleurs, et on se dit : tiens, c'est joli.

Vue de près, une banderille, c'est autre chose. C'est une sorte de petit javelot d'environ un mètre de long, avec au bout un fer acéré muni d'une barbe, comme sur un harpon. Une barbe, c'est un morceau de la pointe d'une flèche ou d'un javelot qui rebique dans le sens inverse dans lequel on enfonce l'arme dans la chair. Ce qui fait que si on veut l'enlever, ça arrache la bidoche.

À l'évidence, une banderille, ce n'est pas fait pour la décoration, mais pour faire mal. Très mal.

Bon, je passe sur l'ambiance dans l'arène, la musique, les « Olé » des aficionados, les gloussements des touristes anglaises. C'est vrai que l'ambiance est sensationnelle. Et ce *paso doble* hypnotique qui vous prend aux tripes.

Puisque j'y étais, j'avais décidé de regarder très attentivement ce qui se passait.

L'heure de la corrida n'est à mon avis pas fortuite : c'est celle où le soleil tape en plein sur les portes des coulisses où les bêtes sont parquées. Le taureau qui est resté je ne sais combien de temps dans l'obscurité se retrouve flanqué dehors avec le soleil en pleine poire.

Il est évidemment ébloui, sans doute un peu ankylosé et il n'a qu'une envie, rentrer chez lui, c'est-à-dire dans les vastes prairies peuplées d'oliviers (ou de chênes verts ?) où se trouvent ses copains, et surtout ses copines.

Les brochures pour touristes racontent que les taureaux sont spécialement sélectionnés pour leur agressivité. Ce sont des bêtes de 450-500 kilos super-sportives et nerveuses. Rien à voir avec nos taureaux normands d'une tonne... Sélectionnés, ils le sont certainement, mais dire qu'un taureau est agressif n'a pas beaucoup de sens. Les taureaux sont par définition des animaux agressifs... quand on les agresse ou quand on les dérange. Même nos bons gros taureaux normands sont agressifs. En Normandie, personne ne songerait à traverser un champ où se trouve un taureau auquel on n'aurait pas été présenté, même si nos taureaux courent beaucoup moins vite que leurs collègues espagnols.

Le taureau qui entre dans l'arène, en pleine lumière, est ébloui, désespéré, étonné. J'ai pu





constater que beaucoup d'efforts sont nécessaires pour le rendre agressif et tout le personnel qui se trouve là va s'y évertuer.

Première étape : le picador

Le picador est un gars à cheval muni d'une solide lance. Le cheval est protégé par un épais caparaçon – mais pas toujours, semble-t-il – et il paraît que parfois il se fait éventrer.

La bête, qui a un bandeau sur les yeux, doit être terrorisée. Un moment, un gars avec une pique est passé juste à côté de moi et j'ai pu l'observer – la pique – de près. Ceux qui disent que les coups de pique servent à « tester la bravoure du taureau » sont des menteurs, ou alors ils se racontent des contes de fées. C'est une lance d'au moins deux mètres cinquante avec un fer de vingt ou trente centimètres, pointu, destiné à mutiler.

Le picador, donc, sur son cheval, enfonce son arme dans le garrot du taureau, c'est-à-dire en gros entre les épaules. Et il l'enfonce bien, consciencieusement. Et il tourne, et il remue consciencieusement le fer. Et il recommence l'opération plusieurs fois.

Deuxième étape : les banderilles

Des types virevoltent autour du taureau et lui plantent des banderilles dans le garrot. Trois paires de banderilles. Après ça, il est un peu énervé, le taureau, on le serait à moins, avec six morceaux de fer de dix centimètres enfoncés dans la viande, sans compter les trous provoqués par la pique, avec l'hémorragie interne qui va avec.

Toute la suite des opérations va consister à affaiblir la bête qui perd son sang en la faisant courir le plus possible.

C'est après les banderilles et la pique qu'arrive le matador – de l'espagnol *matar*, tuer. Le taureau est alors déjà bien amoché. En fait, il est mourant.

Je me suis demandé à quoi ces préliminaires pouvaient servir. Il me semblait évident que ce n'était pas pour la décoration. Le hasard voulut qu'à côté de moi se trouvât un médecin italien et comme je ne parle pas trop mal la langue de Dante et d'Adriano Celentano, on s'est mis à bavarder. Il n'avait pas l'air d'apprécier le spectacle plus que moi. Lui aussi avait été traîné là par sa femme et sa fille.

Je résume l'explication qu'il m'a fournie : « Je ne suis pas vétérinaire, me dit-il, mais au niveau du garrot se trouve ce qu'on appelle le ligament jaune. » Je ne me souviens plus du détail de l'explication, et si ce ligament jaune est un centre nerveux ou une jonction de tendons, ou quoi ou qu'est-ce, mais ça sert entre autres choses à permettre au taureau de lever la tête. Quand on sectionne le ligament jaune, le taureau ne peut que garder la tête baissée.

« Or, me précisa mon voisin, le taureau, comme le cheval, voit de deux manières différentes. Ces bêtes-là sont en fait des biftecks sur pattes : elles servent à nourrir des prédateurs. »

Jusque-là, je suivais, mais je ne voyais pas le rapport.

« Quand l'animal broute, ce qu'il fait souvent, le champ de vision de chaque œil est très large. Il voit presque tout ce qu'il y a autour de lui, et il lui suffit de tourner légèrement la tête pour voir le reste. Il voit donc venir les prédateurs, d'où qu'ils viennent. En revanche, quand l'animal marche ou court, quand il s'enfuit, c'est-à-dire quand il lève la tête, il voit devant lui, mais son champ de vision est relativement réduit. Il voit juste ce qu'il y a devant lui. » Je commençai à comprendre : si on sectionne le ligament jaune, le taureau ne peut pas dresser la tête et ne voit donc pas ce qu'il y a devant lui.

Cela explique une scène que j'avais observée avec un des six taureaux qu'on massacra cet après-midi-là. Quelqu'un alla voir le picador et lui parla brièvement. Le cavalier fonça vers le taureau et lui remit un bon coup de pique. Sans doute, la première fois, n'avait-il pas fait correc-

tement son boulot et la bête n'était pas suffisamment mutilée.

« D'ailleurs, conclut le médecin, à ce stade le taureau est en train de mourir. » Sur le coup, cette réflexion ne me fit pas réagir. Ce n'est que plus tard que je me remémorai le baratin qu'on raconte sur les taureaux qui se battent si bravement qu'on leur laisse la vie sauve.

Ceux qui pensent que le brave taureau a gagné le droit de retourner brouter dans ses prairies natales se trompent. C'est du baratin. C'est seulement qu'on ne le tue pas dans l'arène.

Donc, en résumé, une fois que le matador se voit confier le taureau après être passé entre les soins attentifs du picador et des banderilleros, on a affaire à une bête mutilée qui a perdu beaucoup de sang, épuisée, terrorisée, pour tout dire mourante et qui... ne voit pas le torero qui se trouve en face de lui.

On a tous vu à la télé cette scène où le matador se place pile devant le taureau, comme pour le provoquer, puis qui lui tourne le dos et s'éloigne nonchalamment, ce qui fait pâmer les belles touristes hollandaises. Quel homme ! Eh bien, le taureau ne le voit tout simplement pas.

Lorsque le torero veut faire réagir la bête avec sa cape rouge, il se place sur le côté. Plus exactement il place la cape sur le côté, mais lui, il reste en face. Bon, même si tout cela frise un peu l'escroquerie, ce n'est pas pour cela que j'irai prendre le risque de me placer pile devant un taureau d'une demi-tonne. Faut pas exagérer.

L'exécution du taureau est peut-être l'une des choses les plus cruelles que j'ai vues. Là encore, pas grand-chose à voir avec le combat héroïque, d'égal à égal, entre l'homme et la bête, où chacun a sa chance. Le taureau n'a aucune chance. Pas grand-chose à voir avec les documentaires qu'on nous montre à la télé, où on sélectionne une belle exécution franche et nette. À six taureaux par corrida, multiplié par le nombre d'arènes en Espagne¹, le matador n'est pas toujours une pointure qui procède à une exécution propre et nette. Souvent, le matador rate son coup. Il s'y prend à plusieurs fois.

Une fois, paraît-il, il s'y est pris trente-deux fois. La pauvre bête titube, tombe, se relève, s'effondre de nouveau. Alors arrive le petit personnel d'exécution qui l'achève à coup de couteau. Ensuite deux mules le tirent hors de l'arène, on nettoie le sang et on passe au taureau suivant.

« En fait, me dit mon médecin italien, le taureau meurt pratiquement de terreur. Sa viande est inconsommable, elle est saturée d'adrénaline. »

Ce qui me satisfait, ce n'est pas qu'un mouvement semble se dessiner en Espagne pour interdire la corrida, c'est que la pratique de la corrida semble tomber en désuétude. Même sans corrida, l'Espagne restera toujours l'Espagne. Heureusement.

R. B.

1. Après renseignements, cela ferait plus de 30 000 taureaux par an.

La dictature des freluquets



LE TITRE DE CET ARTICLE ne se réfère pas au régime sous lequel nous vivons. Il s'agit de freluquets moins importants, quoique plus nombreux, que le nain de l'Élysée et les crapauds qui lui coassent aux talonnettes. Ô sœurs et frères anarchistes, il est probable que vous fréquentez peu les mariages. Momeries catholiques ou ramdams musulmans, voire célébrations laïques un peu niaises... Et encore, vous échappez à l'Américain moyen, lequel juge qu'un « Yes, I do » échangé en haut de la Tour Eiffel, ou à la pointe de l'île de la Cité, ou au Temple de l'Amour dans les jardins du Trianon, a bien autant de charme qu'un « Yes, we can » : il vient donc célébrer ses cérémonies dans la Ville de l'Amour. Elles n'ont pas la moindre valeur légale, mais qu'importe, il leur attribue toute la puissance, toute la séduction du mythe parisien. Et si les mains tremblantes, les regards chavirés, les lapsus et les voix mal assurées qui tentent bravement de jeter le oui fatidique aussi clairement qu'elles peuvent s'avèrent attendrissants, cela ne compense pas le déluge de banalités des célébrants, les grossièretés des banquets de noces, les musiques affligeantes, et

les plus affligeantes encore tentatives de renouveler le rituel. Ô mariages en parachute, ô mariages sous-marins, ô rites ayurvédiques pour unir Kevin et Vanessa ! Pour autant, sœurs et frères anarchistes, les mariages ne sont pas sans enseignements. Prenez une contradiction flagrante. Le devoir principal de l'invité à un mariage, sans parler de celui des mariés eux-mêmes, est de s'habiller. Costume impeccable, soigneusement repassé. Gilet de notaire. Chemise fraîche. Souliers longuement cirés. Même si la contemplation des tentatives d'élégance du Yankee ordinaire est une triste activité qui n'élève guère l'âme, chacun, lors d'une noce, s'efforce de s'habiller du mieux que ses connaissances et ses moyens le lui permettent. Sauf une catégorie précise de professionnels des noces. Qui apparaît, le plus souvent, en blue-jean et veston approximatif, chaussures anciennes et chemise essoufflée. Or cette catégorie, loin de se cacher, d'éviter d'exhiber son impudence vestimentaire, demeure en évidence à chaque instant, non pas même de la cérémonie proprement dite, mais de la noce tout entière.

Les photographes. Un peu crasseux, voire pue-de-la-gueule, taches permanentes sur la belle ordonnance des festivités. Leur apparence n'est que le moindre de leurs affronts à l'effort généralisé de prestige. Car ils commandent à tous et à toutes. Même la mariée, de nos jours féroce impératrice de la cérémonie, se plie sans un mot à leurs ordres, tolère sans ciller leurs critiques, exécute avec empressement la moindre de leurs consignes. Capitaines d'industrie, banquiers, généraux ; unanimement, ce jour-là, ils obéissent au doigt et à l'œil à des employés qu'ils méprisent copieusement par ailleurs et qui, jamais au grand jamais, n'auraient accès aux fêtes de l'élite s'ils n'en gravaient les fastes. Je dois avouer que cette éphémère dictature des freluquets me fascine autant qu'elle m'amuse. Bien entendu, nul ne la comprend comme leur dictature. Chacun sait qu'on ne rend hommage qu'à leur fonction, celles de desservants du culte de l'image.

Le mariage, quelle qu'en soit la forme exacte, est une constante universelle des sociétés humaines. Ce qui se comprend aisément, puisqu'il se situe au confluent de processus sociaux considérables : la reproduction biologique, la reproduction idéologique et religieuse, l'enseignement de la soumission aux jeunes, la sujétion et l'exploitation des femmes, le maintien des patrimoines et donc des inégalités économiques, etc. Pour les mariés, pour leurs familles, pour les sociétés auxquelles ils appartiennent, peu d'événements entraînent autant de conséquences, et aussi durables, que les noces. Comment expliquer alors que d'aussi minces personnages que les photographes de quartier, tâcherons sans prestige, puissent commander à de telles puissances, lors de telles solennités ? Parce que même les puissants ne croient plus en la réalité, si elle n'est transportée dans le royaume de l'image. La réalité de l'émotion amoureuse compte moins que, brillante, vernie, colorée comme l'écran de télévision, l'écran d'ordinateur, l'image de l'émotion amoureuse. La démultiplication de puissance entraînée par la liaison, supposée permanente, de deux clans, n'est désormais censée produire ses effets que si le monde magique de l'image en est témoin. Mieux, en est preuve. Le capitalisme, la marchandise, ce que les situationnistes ont si justement appelé le spectacle, ont rongé de l'intérieur, universels et infatigables termites, tout, absolument tout ce à quoi croyaient, à tort ou à raison, les humains. Les pixels ont remplacé les prières. La peste a remplacé le choléra.

Nestor Potkine

qui attend le vaccin...

Javert I^{er}

Petits retours sur la fusion des RG-DST et son rejeton, la DCRI

Jacques Langlois

ON N'A PAS ASSEZ attiré l'attention sur la fusion des RG et de la DST pour donner lieu à la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI). Il en a résulté un énorme service policier au service de l'État mais aussi de notre président, Javert I^{er}, qui, comme on le verra, recourt à ses services à des fins privées et partisans. Bien entendu, la direction du service a été confiée à un fidèle de l'omnipräsident, M. Squarcini, lequel fait partie du clan de Neuilly, des corses amis et des vieux séides de l'ex-ministre de l'Intérieur. Car Javert I^{er} a ses réseaux : les Corses via sa première épouse et la mafia des Hauts-de-Seine (Pasqua, Ceccaldi-Reynaud, feu Achille Pèretti, etc.), les collaborateurs de la mairie de Neuilly et du conseil général des Hauts-de-Seine, les hauts flics du ministère de l'Intérieur (Guéant, Péchenard, etc.). On a donc la concentration d'un pouvoir quasiment absolu dans un petit nombre de mains. À quoi il convient d'ajouter ses amis dans les médias et les milieux économiques (dépendant souvent des commandes ou des zones d'influence de l'État), lesquels sont assez souvent les mêmes.

Les missions de la DCRI sont essentiellement de lutter contre l'espionnage et le terrorisme. À quoi s'ajoute désormais le combat contre tout ce qui pourrait déstabiliser non seulement le pays mais aussi les intérêts en place. Les pouvoirs très étendus de la DCRI concernent désormais tous les mouvements sociaux et toutes les actions de désobéissance civile : arracheurs de plantes OGM, défenseurs des prisonniers et des immigrants (d'où la réactivation du délit quasi vichyste d'aide à un immigré clandestin, créant un frein à la solidarité), « anarcho-libertaires » (comme l'a montré l'affaire de Tarnac, montée de toutes pièces ; cela rappelle les « hitléro-trotskistes » chers à Staline), défenseurs des Palestiniens (par exemple, les boycotts des produits



israéliens issus des territoires occupés), etc. Bien sûr, il ne s'agit pas de poursuivre tout le monde, mais de menaces permanentes, de cibles potentielles à usage politico-médiatique aux fins de maintien du sentiment d'insécurité. Cependant, eu égard à la profusion de textes répressifs depuis 2002 et encore plus 2007 (plus de 60 textes, plus de 116 modifications du Code pénal) et au raidissement des

lois antiterroristes, il y a l'idée de faire peur à tout contestataire potentiel ou avéré. Toute personne qui s'engage dans un combat pour les libertés ou la défense d'intérêts généraux contre la finance et le capital est dûment prévenue qu'elle court des risques, notamment via la garde à vue notablement renforcée en cas de terrorisme, dont la qualification appartient aux forces de police et aux parquets. C'est dire que l'on peut être très facilement accusé de la chose. Ce qui cadre en plus avec le fait que maintenant la simple appartenance à un groupe soupçonné d'activisme est sévèrement punie. Horreur juridique puisque des intentions, qui plus est supposées, et des « dangers » potentielles sont réprimées au lieu des actes et des faits. Cela me donne une idée : au lieu de la grève, pourquoi ne pas se faire tous embastiller, ce qui est devenu très facile vu le nombre de délits aujourd'hui et ce qui à coup sûr supprimerait l'activité économique du pays.

C'est là que l'on perçoit que les choses ont été conçues pour aller dans le même sens en mobilisant tous les moyens : la police, la justice, la loi, les parquets. Tout cela a été pensé pour

fusionner au nom de la toute-puissance du pouvoir tsarkozyen. Évidemment, les différents paramètres d'action ont été mis en place de façon séparée et étalée dans le temps pour que personne n'aperçoive rapidement la cohérence du projet de pénalisation de la société civile. La réforme du Conseil supérieur de la magistrature – où désormais les magistrats sont minoritaires au profit de « personnalités » nommées par Javert et les deux présidents de chambre législative – permet de nommer des procureurs dociles et opportunistes qui, par exemple, poursuivront une personne ayant aidé un immigré en lui prêtant un téléphone portable ou couvriront les manipulations policières (Tarnac) ou politicardes (Clearstream). Ou noieront le poisson sans poursuivre (Bettencourt-Woerth ou l'affaire des sous-marins du Pakistan impliquant Ballamou et qui vous savez, etc.).

La création de la DCRI est une innovation qui apporte aux ex-RG la couverture du « secret-défense » dont ils ne jouissaient pas avant. La prétendue loi pour protéger les sources des journalistes est bidon parce qu'elle annonce une liste d'exceptions particulièrement floues et discrétionnaires pour les parquets aux ordres. Et le must, c'est une

loi passée en douce en juillet 2009, qui étend le secret-défense à des lieux où nul ne pourra plus enquêter : locaux ou installations militaires, DCRI elle-même, usines



liées à des productions stratégiques ou militaires (La Hague, la Direction des constructions navales). Évidemment, la suppression du juge d'instruction, si elle finit par être votée, n'arrangera pas les choses car alors disparaîtrait la possibilité de se porter partie civile en cas de refus d'un procureur d'ouvrir une instruction. Tout concourt donc à empêcher une justice indépendante. Reste le Conseil d'État et

La création de la DCRI est une innovation qui apporte aux ex-RG la couverture du « secret-défense ».

les tribunaux administratifs; mais les membres en sont nommés par le pouvoir qui, par le simple jeu des nominations, peut obtenir une justice administrative aux ordres. Il en est de même pour les tribunaux jusqu'à la Cour de cassation. Reste la nouvelle procédure de question préalable de constitutionnalité devant le Conseil constitutionnel; mais c'est soumis à une ordalie procédurale (passage antérieur devant le Conseil d'État ou la Cour de cassation) et il suffira de jouer sur le renouvellement des membres déjà tous à droite sauf un sur onze (dont les deux ex-présidents, Diamantinos et Chiracos). C'est ce que l'on continue d'appeler « un État de droit ». Heureusement, nous conservons la Cour de justice des communautés européennes et celle des droits de l'homme; mais les recours y

prennent du temps et, pour la Cour européenne des droits de l'homme, il faut avoir épuisé toutes les voies de recours en France.

La DCRI est donc en bonne posture pour violer les procédures et les contrôles: il lui suffira d'en appeler à un magistrat complaisant ou au secret-défense. Ainsi, a-t-elle écouté des gens ou analysé leurs « fadettes¹ » pour rechercher qui était à l'origine de la rumeur sur les infidélités du couple Javert-Carla. De même, elle a obtenu les fadettes concernant la taupe ayant donné au Monde des indications sur l'affaire Bettencourt-Woerth. Là, le procureur de Paris (Marin en eaux troubles) a demandé la levée du secret-défense; refusé; appel, accordé. Et maintenant il faut que le comité Théodule haddock, faux-nez de neutralité truffé d'obligés du pouvoir, lève ledit secret. On attend sans grand espoir, comme pour les sous-Marin de Karachi. Cela rappelle l'affaire Pérol, ex-secrétaire général adjoint de la présidence Javert, nommé à la tête de la banque issue de la fusion des Caisses d'épargne et des Banques populaires alors qu'il l'avait préparée chez Tsarkowitch. Le pouvoir a prétendu que la Commission de déontologie, chargée d'examiner les pantouflages de hauts fonctionnaires dans le privé, avait été consultée. Pur mensonge: c'est le président comprador de ladite commission qui a donné le feu vert tout seul comme un grand hors toute procédure légale! **J. L.**

1. Relevé de conversations téléphoniques. (Ndlr.)

Zoom sur...

DCRG : la Direction centrale des renseignements généraux, « RG » pour les intimes, est une vieille institution du renseignement français née en 1911. Le but est de surveiller l'opinion, et en particulier celles et ceux qui, d'une façon ou d'une autre, peuvent l'influencer. Pendant la parenthèse de l'Occupation, les RG deviendront les « BS », Brigades spéciales, chargées de collaborer avec l'occupant nazi.

DST : créée en 1934, la Direction de surveillance du territoire, elle, était plus spécifiquement chargée du contre-espionnage. Avec l'écroulement du bloc soviétique, la DST s'intéressa de plus en plus aux questions de terrorisme international.

DCRI : La Direction centrale du renseignement intérieur, née en 2008, est le résultat de la fusion des Renseignements généraux et de la DST. Cette structure, qui, selon un communiqué du ministère de l'Intérieur, « se veut un FBI à la française », est apparue au grand jour lors de l'affaire Tarnac. Belle entrée en matière.

Le CRML

Russie : **crise** en économie et dans les têtes

K. S. Bessmertny

Section russe de l'AIT

La société russe dans le contexte de la crise financière mondiale

La Russie moderne est un exemple de l'« espace dépolitisé ». La participation de la population à la vie politique se limite aux votes réguliers lors des élections. Et même ces votes sont vécus par les citoyens comme une sorte de fardeau.

L'explication de cette situation se trouve, à notre avis, dans le changement de régime entre l'URSS et la Russie de 1989 à 1993. À l'époque de la perestroïka en URSS, de nombreuses forces politiques se sont formées et ont gagné en influence parmi la société. Dans le même temps, après des décennies de quasi-inexistence et d'oubli, le mouvement anarchiste renaît. La Confédération syndicale des anarcho-syndicalistes (KAS) a été créée par l'union des anarcho-syndicalistes de tout l'espace de l'Union soviétique et comprenant environ un millier de personnes. À cette époque, une grande partie de la population souhaitait et exigeait des changements majeurs (sociaux, économiques, politiques), tandis que le régime du Parti communiste, de plus en plus souvent, « tombait en panne ».

Après l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, le projet économique néolibéral est mis en place en Russie, contribuant à l'appauvrissement dramatique de millions de personnes. En 1993, le régime est dans une situation extrêmement difficile car il est en train de perdre toute la confiance de la population, qui l'a porté au pouvoir deux ans plus tôt.

En fin de compte, c'est l'année 1993 qui, à notre avis, doit être considérée comme le point tournant dans l'histoire de la Russie moderne. En Russie, il existe, alors, un vaste front national-patriotique, « rouge-brun », de protestation – nationalistes, staliniens, etc. Les anarchistes sont déjà dans un état de crise, la KAS est divisée (en deux ans, elle cessera officiellement d'exister). Au moment où la confrontation entre l'opposition et le gouvernement était la plus forte, du 21 septembre au 4 octobre, des événements majeurs sont survenus à Moscou.

Après l'écrasement des rouges-bruns par des forces armées fidèles au président Eltsine, et dans les conditions de la crise socio-écono-

mique permanente, le pays devient de plus en plus apathique au regard de la politique.

Dans le début des années 2000, le nouveau président – un protégé de Boris Eltsine, Vladimir Poutine, arrive au pouvoir. Officiellement, la période de sa présidence est considérée comme celle de la stabilisation. Cependant, la réalité est autre : cette stabilité est davantage basée sur des illusions. Les prix du gaz et du pétrole sur le marché mondial sont favorables au Kremlin. Mais l'industrie en Russie n'a pas réussi à sortir de l'état de crise de la décennie quatre-vingt-dix.

D'autre part, ces dernières années, la politique du pays devient de plus en plus autoritaire, les structures des Affaires intérieures jouent un grand rôle dans la vie politique du pays. Après l'arrivée au pouvoir de Dmitri Medvedev, la situation n'a pas changé.

La crise économique et financière mondiale a introduit des changements significatifs dans la vie du pays. Comme partout dans le monde et comme toujours dans l'histoire, la crise a principalement frappé les plus pauvres, tandis que le gouvernement s'est préoccupé, en premier lieu, du système bancaire.

Les milieux dirigeants sont bien conscients que la crise contribue d'une manière ou d'une autre à la radicalisation de la population d'une part, et à la criminalisation d'autre part. La réponse à ces tendances est le renforcement du pouvoir du ministère de l'Intérieur, de la législation anti-extrémiste et la restriction des procédures concernant les activités d'opposition (il devient de plus en plus difficile d'organiser des réunions, piquets de grève et manifestations légales). Tout cela se passe dans le contexte d'incessants scandales liés au ministère de l'Intérieur – scandales en rapport avec la corruption et les infractions pénales. Chaque jour, on nous informe dans les actualités des cas de nouveaux meurtres, tortures, viols, extorsions, accidents de la route, etc., impliquant des policiers.

La politique économique dans le pays reste, comme auparavant, néolibérale. La privatisation continue. Dans la sphère sociale (en premier lieu, il s'agit de l'enseignement et de la médecine), on attend la commercialisation totale, ce qui contribue à l'impopularité croissante du

régime auprès la population. Tout cela se passe dans des conditions de crise économique et financière mondiale qui a engendré la chute du pouvoir d'achat des Russes.

En outre, la crise a sérieusement affecté l'industrie de la construction de bâtiments. À Moscou, plusieurs chantiers sont gelés ou définitivement arrêtés. Les travailleurs de tous les secteurs voient leurs salaires diminués. Le chômage est en hausse constante.

Il est vrai que, officiellement, tout va bien dans le pays : la crise est surmontée, le chômage est en baisse.

Perspectives pour les anarchistes en Russie

Aujourd'hui, l'extrême gauche continue d'exister uniquement à un niveau marginal. Elle n'a aucune perspective sérieuse pour les prochaines années, à moins que ne se produise un événement particulier qui change radicalement la situation.

Une des raisons principales est l'extrême désorganisation du mouvement anarchiste – seule une minorité d'anarchistes font partie

d'une quelconque organisation. Les structures sont nombreuses, mais la plupart d'entre elles sont microscopiques et sans aucune perspective, ou tout simplement très éloignées des réalités socio-économiques et politiques de la Russie.

Parmi les organisations auxquelles nous devrions prêter attention, on peut noter la SKT (Ndt : Sibirskaya Confédération Trouda, en français Confédération sibérienne du travail), Kras-Mat (Confederaciya revoliucionikh anarkho-syndicalistov, en français Confédération des anarcho-syndicalistes révolutionnaires – la section russe de l'Association internationale des travailleurs) et un certain nombre de groupes faisant partie de l'AD (Ndt : Avtonomnoye deistvie, en français Action autonome), notamment à Oufa et Ijevsk.

L'organisation la plus importante et sérieuse est la SKT (elle compte maintenant plus de deux mille personnes, selon les membres de la SKT). Elle n'est pas purement anarchiste et se tient à des positions révolutionnaires-syndicalistes, sujettes à l'anarcho-syndicalisme. Tous les membres de la SKT ne sont pas des anarchistes,

cependant, l'organisation a été créée sur la base de la KAS en Sibérie.

Dans le même temps, l'AD-Ufa, l'AD-Ijevsk et la KRAS-MAT comptent, chacune, au mieux, quelques dizaines de personnes. Il est difficile de dire si le mouvement anarchiste a un bel horizon devant lui, en raison de sa faible influence sur la vie de la société et son image médiatique négative. Cependant, si ces groupes participent aux actions sociales tout en laissant l'initiative à la population, le mouvement pourrait avoir de bonnes perspectives.

L'antifascisme et l'écologie font partie des activités de l'extrême gauche. Celles-ci sont sans doute un atout important pour l'avenir, mais sans plus. L'enthousiasme excessif pour ces activités – en particulier dans les conditions de crise – peut mettre fin à tout espoir du mouvement de l'extrême gauche de sortir du ghetto politique où elle réside de manière permanente.

Toutefois, aucun mouvement de l'extrême gauche n'est capable de se développer en quelque chose de sérieux sans un mouvement social fort. C'est à celui-ci, dans l'idéal, de former la base sociale de l'extrême gauche. Aujourd'hui, les mouvements sociaux puissants sont absents en Russie. Certes, il existe des syndicats plus ou moins combatifs des groupes et des activistes syndicalistes. Mais toutes ces initiatives sont très minoritaires et ne représentent aucun danger pour les autorités.

Le mouvement de grève est absent dans le pays et ses perspectives sont faibles : les gens sont assez réticents en ce qui concerne les grèves, ou, ont tout simplement peur pour eux-mêmes et leurs proches. L'évolution de la situation autour de Mezhdurechensk (à la suite de la catastrophe à la mine Rapsadskaya la nuit du 8 au 9 mai) est très représentative. La protestation des mineurs – à première vue si prometteuse – n'a abouti à rien.

En Russie, des réformes très impopulaires auront lieu dans le domaine social. La pression est exercée sur les quelques syndicats indépendants et sur des syndicalistes. La protestation légale devient de plus en plus difficile. Cela aura-t-il une incidence sur la croissance de la popularité des idées de l'extrême gauche (anarchistes) chez la population ? Et, cela contribuera-t-il à l'augmentation du nombre des militants ? Il est encore difficile de donner une réponse positive à ces questions.

Vivre dans la Russie actuelle n'est pas seulement difficile. Ce qui est le pire, c'est l'humiliation. Parce que rien n'humilie plus que la vie parmi les esclaves tolérant leur servitude. Notre regard sur la situation est donc très pessimiste : rien de bien n'attend l'extrême gauche dans un proche avenir en Russie. Si le peuple décide de se livrer aux batailles contre les autorités, il est plus probable que cette bataille aura lieu sous les drapeaux des rouges-bruns.

Nous ne pouvons que continuer notre propagande dans l'espoir de trouver quand même un « contact » possible avec la société, sinon notre voix (celle des anarchistes et de l'extrême gauche) restera pour toujours « la voix qui crie dans le désert ».

K. S. B.



le monde



Sciences

« La mission de la science est [...] de planter les jalons immuables de la marche progressive de l'humanité, en indiquant aux hommes les conditions générales dont l'observation rigoureuse est nécessaire et dont l'ignorance ou l'oubli seront toujours fatals. »
Bakounine

Les rapports de la science dite fondamentale et des technologies, des sciences appliquées, des produits industriels issus de savoirs techniques très élaborés, sont d'une grande importance pour la conception d'une future société libertaire, tant la question de la définition des biens socialement acceptables est forte. L'article proposé ici constitue une utile piste de réflexion.

Se réapproprier le progrès technique

Romain C.

JETER LE BÉBÉ TECHNOLOGIQUE avec l'eau du bain capitaliste, c'est se priver par paresse intellectuelle d'outils potentiellement utiles à la société.

Le capital a confisqué le progrès technique pour son profit. Il faut comprendre par quels mécanismes il a opéré et se réapproprier la chaîne de l'innovation afin de l'articuler autour d'une autre idée du progrès technique, un progrès que nous aurons redéfini. L'innovation et le progrès technique sont le fruit d'un processus que l'on pourrait découper en trois domaines distincts, à savoir la recherche fondamentale, la recherche et développement, et l'industrialisation.

Tout progrès technique s'appuie en premier lieu sur des outils théoriques et des paradigmes construits par la recherche fondamentale, qui suit théoriquement un intérêt purement scientifique.

Cependant, la science pour la science est un grand principe qui résiste difficilement à l'épreuve des faits, tant il y a débat sur la manière dont le capitalisme et la raison d'État gangrènent la recherche fondamentale et les décisions budgétaires.

En second lieu, la recherche et développement va s'appuyer sur les outils que crée la recherche fondamentale pour les appliquer au réel par l'ingénierie. Les applications développées, les prototypes, s'ils remplissent les critères des investisseurs, pourront passer au stade de l'industrialisation. Ici, le jeu est déjà très clair. La

recherche et développement est le fait de sociétés privées. Les prototypes sont développés dans l'optique du marché. L'étude de marché borne l'ingénierie. L'ingénieur peut bien avoir ses convictions, ses intuitions de scientifique, son idée du progrès technique, il n'en reste pas moins au service du capital. Sans promesse de rentabilité, pas d'application possible.

Le développement est piloté par un tripotage : rentabilité, délai, qualité.

Si les concepts de rentabilité et de délai n'entretennent pas le doute quant à leur relation au capital, arrêtons-nous un peu sur la qualité. Il m'a un jour été rapporté la phrase d'un cadre d'une grande société pétrolière en visite sur un site d'extraction offshore. Elle plante très bien le décor : « On peut accepter la médiocrité, du moment qu'elle est rentable. » La qualité au sens du marché est donc toute relative. On pourrait parler de qualité mercantilement acceptable, voire de non-qualité volontaire pour des besoins de rentabilité. Les exemples abondent de téléphones portables, d'appareils hi-fi, de logiciels, etc., vendus dans un état de finition et de qualité tout juste acceptable, et accepté parce qu'on nous a habitués à leur médiocrité. C'est qu'il faut respecter les délais de mise sur le marché pour faire face à la concurrence. Il faut aussi garantir un cycle de vie du produit qui ne soit pas trop long, pour renouveler le parc très régulièrement. Le critère de qualité est subordonné à la rentabilité à court terme de toute activité. Et il est bien normal,

dans une optique capitaliste, qu'un agent cherche à rentabiliser au maximum son activité.

Si on s'en tient aux gadgets électroniques, la qualité relative ne fait que dégrader notre quotidien. Mais les conséquences peuvent être autrement plus dramatiques sur des applications comme un véhicule automobile dont on ne peut garantir la fiabilité de l'électronique embarquée, ou une centrale nucléaire dont on sait qu'on sacrifie une portion de la qualité et de la sûreté au profit de la rentabilité.

Sur ce dernier exemple, on peut se référer aux documents confidentiels d'EDF sur l'EPR en construction à Flamanville, récemment exhumés par le réseau Sortir du nucléaire¹. Ces documents détaillent les choix techniques adoptés pour le pilotage et la sécurité de la centrale. Ils explicitent en fait clairement le sacrifice fait de la sécurité au profit de la rentabilité d'exploitation.

Le critère fondamental ici est bien la rentabilité. Si les promesses de profit justifient l'investissement de départ, l'application a de bonnes chances d'être industrialisée pour rencontrer les désirs et les « besoins » qu'on aura préalablement éveillés chez les consommateurs cibles.

Nous voilà donc à la troisième étape, l'industrialisation. L'ouvrier, lui, produit les nouvelles technologies. Il n'a pas son mot à dire, il n'y a aucune ambiguïté quant à son rôle : il subit. Il est exclu d'en appeler à sa subjectivité, à son idée sur le progrès technique. Les critères de rentabilité-délais-qualité ne sont pas toujours

seuls en jeu. Le pouvoir étatique peut aussi avoir son mot à dire. Parfois, l'État a intérêt à huiler la grande machine de l'innovation, en particulier dans les secteurs dits stratégiques, comme le susmentionné nucléaire, ou l'industrie de l'armement. Soit il procédera par subsides prélevés sur l'argent public, soit par une réglementation avantageuse. Il marchera main dans la main avec le capital, tant pouvoir et argent aiment à entretenir de bonnes relations. N'en déplaise aux déistes du marché, il n'y a pas de main invisible qui autorégulerait tout, mais plutôt à la base la volonté de personnes qui se donnent les moyens de leurs ambitions.

Dans tous les cas, le point charnière sans lequel il n'y a pas d'innovation et d'application du progrès technique, est l'investissement. À la commande de l'investissement, c'est donc le capital et l'État qui ont pouvoir de vie ou de mort sur le progrès technique. Les acteurs capitalistes et étatiques utilisent le « progrès technique » comme prétexte à la recherche du profit et du pouvoir maximums.

Se réapproprier l'innovation technologique pour ne pas se la faire imposer requiert donc de se substituer aux acteurs capitalistes et étatiques.

On voit poindre alors toute l'importance du politique dans ce raisonnement, et cela démontre combien il importe de définir ce qu'est le progrès technique et de se réapproprier les décisions cruciales quant aux applications techniques. C'est le politique, dans le sens d'une communauté qui élabore des idées de vie, et non le capital, qui doit décider de la marche du progrès technologique. Comment en arriver là dans les faits ? Par l'organisation qui sera la plus à même de faire émerger des consensus en des instants et des lieux précis, de répondre le plus fidèlement possible à l'intérêt d'une communauté, sans faux-semblants ni intérêts masqués de quelques groupes de pression.

Un exemple concret de réappropriation de la production (de la conception par les ingénieurs à la réalisation par des ouvriers et techniciens) nous est donné par l'expérience Lucas Aerospace. En 1973, en Angleterre, suite à l'annonce d'un plan de restructuration et de 2000 suppressions d'emplois, les salariés de ce groupe leader de l'aéronautique civile et militaire décident de prendre leur avenir en main et forment ce qui s'appellera le Projet Lucas¹. Ils créent un groupe interne à l'entreprise qui réunit des scientifiques, des ingénieurs et des ouvriers. Ils se fixent pour mission de redéfinir leur production. Quels biens utiles au plus grand nombre peuvent-ils produire compte tenu de leurs connaissances et de leurs savoir-faire, et comment peuvent-ils mieux les produire ? Comment peuvent-ils les produire dans une organisation non hiérarchisée, qui laisse place à la créativité et aux savoir-faire de chaque individu, tout en respectant les hommes et leur environnement ?

Ils ont trouvé des appuis dans certaines municipalités, dans certaines universités, qui leurs ont permis de mener à bien plusieurs projets. Leur plan de production était économique-

ment viable et plusieurs prototypes ont été construits et exposés. Les membres de ce groupe se sont cependant bien vite retrouvés isolés, pressurés par la direction, ignorés par les syndicats, salués mais bien vite abandonnés par le gouvernement travailliste de l'époque. Il reste de cette expérience une liste, non exhaustive et toujours en cours de définition, qui établit les critères fondamentaux d'un « produit d'utilité sociale ». Cette liste ne s'est pas construite théoriquement ou imposée par une hiérarchie, mais elle est le résultat d'une expérience partagée par tous les acteurs de ce projet. En parcourant les différents points qu'elle aborde, on se rend compte qu'avec l'idée initiale de redéfinir ce qu'ils allaient produire, la réflexion de ces hommes et femmes les a poussés à couvrir les notions de progrès technique, de progrès social et de progrès environnemental.

Aujourd'hui, alors que les fermetures d'usines et les restructurations s'abattent à un



rythme effréné, alors que le productivisme et le culte de la croissance nous conduisent à notre perte, il faut plus que jamais soutenir ce flambeau.

Nier le progrès technique en bloc et jeter l'opprobre sur ses acteurs sans discernement, c'est finalement l'abandonner encore un peu plus aux pulsions morbides du capital. À travers cet exemple, on voit qu'outre la réappropriation de l'outil de travail, le déplacement des centres de décision au plus près de la production permet la redéfinition ponctuelle et évolutive de ce qu'on considère comme progrès technique. Les acteurs de la production se réapproprient ainsi l'outil et la finalité de leur travail. Ils questionnent cette finalité et ils remettent en cause son utilité sociale. On peut produire moins et mieux. Quand le capitalisme et l'État sont sortis de la boucle, le progrès se redéfinit par notre expérience de tous les jours et nos intérêts réels et communs.

R.C.

1. Révélations d'une source interne à EDF, « l'EPR risque l'accident nucléaire » :

www.sortirdunucleaire.org

2. Revue Z, n° 3, Amiens, printemps 2010, « Working Class Heroes ». Mike Cooley, Architect or Bee? *The human price of technology*, The Hogarth Press, Londres, 1987.



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »
Inconnu

Le *Libertaire* (1920-1939)

Organe éclectique de l'Union anarchiste

« *Le Libertaire* n'a de patrie que la patrie universelle. Il est l'ennemi des bornes : bornes-frontières des nations, propriété d'État ; bornes-frontières des champs, des maisons, des ateliers, propriété particulière ; bornes-frontières de la famille, propriété maritale et paternelle. Pour lui l'humanité est un seul et même corps dont tous les membres ont un même et égal droit à leur libre et entier développement, qu'ils soient les fils d'un continent ou d'un autre, qu'ils appartiennent à l'un ou l'autre sexe, à telle ou telle autre race. Il a pour principe, un et supérieur : la liberté en tout et pour tous. »¹

Fabrice Magnonne

DANS « un mouvement qui refusait toute organisation structurée, tout se passe comme si c'était la presse qui tenait lieu d'organisation, de parti...² », *Le Libertaire*, promu en novembre 1920 au titre d'organe de l'Union anarchiste (UA), ne pouvait manquer à cette règle. Durant toute la période de l'entre-deux-guerres le journal sera comme le reflet de la vie du mouvement, allant jusqu'à se faire l'écho des querelles intestines. C'est sans doute que les anarchistes répugnent à la censure et ne considèrent pas seulement la presse comme un outil de propagande, c'est aussi pour eux un espace de discussion et d'élaboration théorique.

C'est particulièrement le cas pour *Le Libertaire* : « L'actualité politique tient peu de place dans ses colonnes réservées à l'action ouvrière, à la propagande antimilitariste et à la doctrine anarchiste.³ » Pour le dire encore avec les mots de Maurice Joyeux, c'est avant tout « un journal de militants fait par des militants pour des militants⁴ ».

Mais *Le Libertaire*, à cette époque, ne se réduit pas au rôle de bulletin intérieur de l'Union anarchiste. Quoique difficilement mesurable, son influence dépasse le cadre étroit des militants de l'UA pour toucher à l'occasion de campagnes de presse en faveur de Sacco et Vanzetti ou de la Révolution espagnole, un public plus élargi. Outre ces périodes d'intense mobilisation, « l'affaire Germaine Berton et Philippe Daudet, l'attentat contre Clemenceau par Cotin maintiendront l'organisation et son journal sous les feux de l'actualité⁵ ». Nicolas Faucier, un temps permanent à la rédaction, affirme que le tirage pouvait atteindre dans ces moments d'euphorie le nombre de 50 000 exemplaires ! Un chiffre qui a de quoi faire rêver l'actuel administrateur du *Monde libertaire*. On

imagine sans peine l'audience dont devait bénéficier alors le journal des anarchistes. D'autant qu'il connaîtra entre 1923 et 1925 une parution quotidienne l'espace de 479 numéros.

Pendant cette période, « *Le Libertaire* fut particulièrement l'organe des anarcho-syndicalistes avec, pourtant, ça et là, une note éclectique notamment la collaboration de certains individualistes⁶. » Cet « œcuménisme anarchiste⁷ » sera violemment critiqué par les partisans de la plate-forme, pour la plupart des exilés russes, qui pensent tirer les leçons de l'échec de l'anarchisme dans la révolution soviétique. La querelle virulente qui naîtra à la suite des propositions d'Archinoff et de Makhno sur l'organisation aboutira, aux termes des débats au congrès de Paris⁸, à la constitution de l'Union anarchiste communiste révolutionnaire (UACR). Mais la nouvelle discipline n'est pas facile à supporter pour bon nombre de militants qui à la suite de Sébastien Faure décident de quitter l'Union pour constituer l'Association des fédéralistes anarchistes. Il faudra que se dresse le spectre du fascisme pour que l'unité soit rétablie en mai 1934 et pour qu'en même temps que les partis de gauche, les anarchistes forment leur front populaire. Bien sûr, il n'y aura jamais de parti unique anarchiste et d'autres scissions suivront.

Le Libertaire, dans la tourmente des années trente, sera le phare du mouvement. Les campagnes de Louis Lecoin s'inscrivent dans la grande tradition du journal. L'incorrigible pacifiste se démène sans compter pour obtenir la libération des militants libertaires emprisonnés. Rien que pour l'équipe des responsables de la rédaction, les condamnations à des amendes et



des peines de prison fermes se succèdent. Du gérant au simple rédacteur occasionnel d'un article au vitriol, la répression frappe sans discrimination, du coup, la censure entraîne la rotation des tâches. En prison, la solidarité entre anarchistes est de rigueur. Les uns font la grève de la faim pour réclamer une réduction de peine pour les autres.

Le journal, lui-même, fait l'objet de plusieurs saisies. Lorsque ses rédacteurs se contentent de faire de la propagande, ils tombent sous le coup des lois scélérates, tandis que lorsqu'ils se mêlent de ce qui les regarde comme la révolution soviétique ou la guerre qui approche, ils vont à l'encontre de la raison d'État. On réduit trop souvent l'histoire de l'anarchisme dans l'entre-deux-guerres à celle d'un mouvement en perte d'influence. Comment expliquer alors la vigueur de la répression qui s'abat sur le journal ? Il faut revenir sur ce jugement hâtif.

À l'évidence, les anarchistes, malgré tous leurs efforts, perdent du terrain dans le monde syndical. Le courant individualiste n'attire plus l'élite artistique comme avant la Première Guerre mondiale. Enfin, l'espoir d'une révolu-

tion sociale s'éloigne chaque jour un peu plus. L'absence, à quelques exceptions près⁹, d'une véritable résistance du mouvement libertaire à l'Union sacrée de 1914 est sans doute responsable de ce recul. Mais c'est surtout la concurrence communiste qui met à mal l'anarchisme. D'abord enthousiasmé par la révolution russe, *Le Libertaire* donne bientôt des signes évidents d'hostilité à l'égard du régime de Moscou. Moins que l'épopée de Makhno, c'est l'épisode de Kronstadt qui éveille les esprits.

À une époque où l'anticommunisme ne fait pas recette, les colonnes du journal accueillent les premiers récits de voyages en URSS. Sans complaisance pour les bolchevics, ces articles n'empêcheront pas la fuite d'un nombre important de sympathisants vers le Parti communiste. *Le libertaire* y perdra André Colomer et bien d'autres militants de valeur. Malgré tout, l'incroyable anarchie est loin de sombrer complètement dans ces années troubles.

Si les surréalistes s'éloignent de l'anarchisme primitif de Dada pour se laisser bercer par le chant des sirènes communistes, le groupe des écrivains prolétariens autour d'Henry

Poulaille s'affirme sans complexe aux côtés des libertaires. Le journal peut également s'enorgueillir des signatures de Gaston Leval, Voline, Ernestan, Simone Weil, Hem Day, Maurice Laisant, Han Ryner, Emma Goldman, Malatesta... Joyeuse pléiade cosmopolite de collaborateurs plus ou moins réguliers qui contribuent à faire du *Libertaire* l'un des plus beaux fleurons de la presse anarchiste. Internationaliste par ses collaborateurs, l'organe de l'Union anarchiste aura même une édition en espagnol en 1927 sous le titre *El Libertario*, avant d'être saisi.

Lorsque la guerre d'Espagne éclate, le journal fait preuve d'un soutien inconditionnel aux combattants libertaires. Une page est réservée à la Solidarité internationale antifasciste (SIA) de Louis Lecoin, mais autant dire que durant « le bref été de l'anarchie » c'est toute la rédaction qui se dévoue à la cause espagnole.

Le pacifisme, ultime combat du *Libertaire* dans ces années troubles de l'entre-deux-guerres, rejoint l'engagement des résistants à la guerre de 14-18 qui avait formé les cadres du journal aux lendemains du conflit. En 1938, les menaces qui pèsent sur la paix se précisent. Au sein du Comité de liaison contre la guerre et l'union sacrée, les militants de l'UA rejoignent alors ceux de la SIA, de la Fédération anarchiste, de la Ligue internationale des combattants de la paix, du Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) de Marceau Pivert et quelques autres.

Les réponses à la question Précisons notre pacifisme¹⁰, l'enquête ouverte dans les colonnes du journal, montre assez bien l'état d'esprit des anarchistes. Il n'est pas question pour eux de soutenir les va-t-en-guerre qui se font les hérauts de la croisade antifasciste. « Cette guerre n'est pas la nôtre », voilà ce que disent les libertaires après l'échec de la révolution espagnole. Encore une fois, comme en 1915, l'infatigable Lecoin avec le tract *Paix immédiate* sauvera l'honneur. Mais ceci est une autre histoire... **F.B.**



1. Joseph Dejacque, *Le Libertaire*, n° 1, 9 juin 1858.
2. Carole Reynaud-Paligot, *Les Temps nouveaux 1895-1914. Un hebdomadaire anarchiste au tournant du siècle*, éditions Acratie.
3. Maurice Joyeux, *Du Libertaire au Monde libertaire. Histoire du journal de l'organisation des anarchistes*, collection Volonté anarchiste, éditions du Groupe Fresnes-Antony de la Fédération anarchiste, p. 20.
4. Ibid.
5. Maurice Joyeux, *L'Anarchie dans la société contemporaine. Une hérésie nécessaire ?*, Calmann-Lévy.
6. Zisly, *Le Semeur*, n° 55, 9 décembre 1925.
7. Georges Fontenis, *L'Autre communisme*, éditions Acratie.
8. 30 octobre-1^{er} novembre 1927.
9. C'est parmi ces réfractaires à l'Union sacrée que se recrute la première équipe du journal qui réussira en déjouant la surveillance policière à faire paraître un numéro en 1917.
10. Enquête menée par *Le Libertaire* auprès de ses lecteurs du 23 février au 20 avril 1939.

Deux ouvrages sur l'affaire Colonna

LA JUSTICE EST UNE VERTU, à savoir une disposition constante qui porte à faire le bien et, *à contrario*, à éviter de faire le mal. Ce vocable ne supporte pas l'à-peu-près et encore moins ceux ou celles qui le manipulent en toute conscience. On se demande encore comment, partout dans le monde, les États en principe souverains, ont tous eu l'idée saugrenue de nommer justice l'institution chargée de dire ce qu'est le droit. Car, en son nom, que de droits fondamentaux ont été bafoués et surtout que d'erreurs judiciaires ont été commises à l'encontre d'hommes et de femmes instrumentalisés par cette dernière aux ordres du pouvoir.

Une démonstration implacable vient conforter ce terrible constat. Elle est l'œuvre de Gérard Amaté, libraire à Lyon, qui a eu l'idée de comparer les procès Dreyfus et Colonna. Édifiant...

Bien que plus d'un siècle sépare ces deux procès, on se rend compte qu'en France rien n'a changé. Au nom de la « raison d'État », on peut faire condamner n'importe qui. Pour Dreyfus, un bordereau dont on savait que l'accusé n'en était pas l'auteur servit de justificatif. Rappelons que le jeune capitaine était juif et que cette communauté dérangeait déjà à l'époque. Quant à Yvan Colonna, des déposi-

tions précises recueillies dans le cadre d'une garde-à-vue musclée indiquaient qu'à l'heure du crime, celui-ci se trouvait à 50 kilomètres de l'endroit où il avait été commis; en outre, des dépositions sans équivoque devant la cour d'assises le mettaient hors de cause.

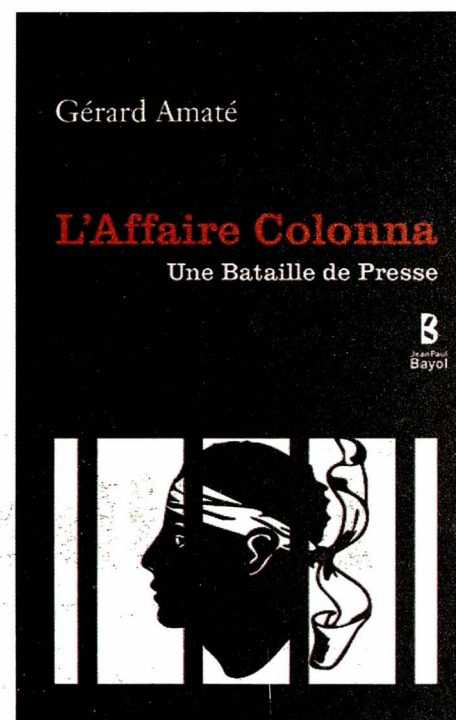
Dreyfus: tribunaux militaires. Colonna: Cour d'assises spéciale (ex-Cour de sûreté de l'État). Pas vraiment le genre d'endroit où l'on essaie de faire jaillir la vérité.

Les militaires, les magistrats réquisitionnés dans ces tribunaux d'exception ont un *road-book*, à savoir un scénario préétabli. Le procès public n'est là que pour amuser la galerie. Il est d'ailleurs étonnant de voir comment la presse réagit à ces simulacres de procès. Là encore, Gérard Amaté s'est penché dans un deuxième ouvrage sur le comportement de la presse française pendant les deux procès Colonna. Consternant...

L'assassinat du préfet Érignac remonte à 1998. À cette époque, Jospin était Premier ministre, Chevènement ministre de l'Intérieur. Ils étaient en charge de la sécurité et ne pouvaient donc que cautionner le travail de la police, ses réussites mais aussi ses errements, ses ratés. Puisque celle-ci présentait Colonna comme l'assassin en fuite, le PS et tous ses dirigeants allaient faire leur cette « thèse » obtenue au forceps...

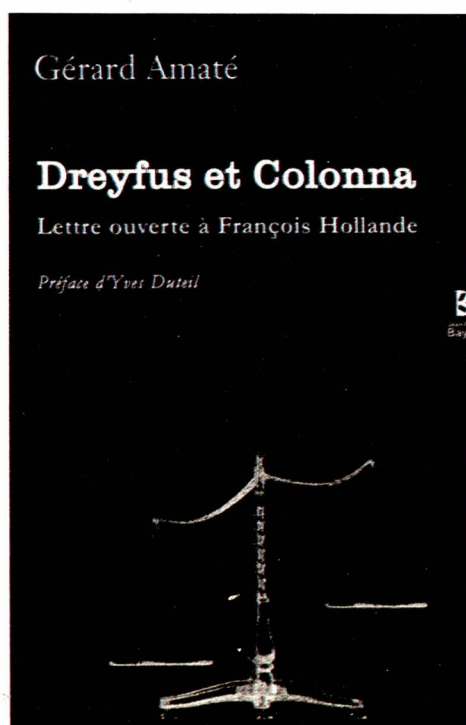
Quant à la presse amie, *Libération*, *Le Nouvel observateur*, *L'Humanité*, *Le Monde*, pas d'états d'âme! Cette thèse sera aussi la leur. On s'est donc retrouvé devant le paradoxe suivant: voir des journaux comme *Le Figaro* ou *Le Parisien* prendre du recul et devenir critiques, notamment lors du déroulement du second procès. Gérard Amaté analyse cette bataille de presse et met en cause l'honnêteté intellectuelle de journalistes dits de gauche, ces godillots de la pensée socialiste. Cette démonstration est accablante et permet d'expliquer en partie pourquoi les journalistes ont mauvaise presse dans l'opinion publique. Ce qui s'est passé dans ces procès Colonna, ce copinage avec le pouvoir détenteur de la vérité officielle jettent l'opprobre sur leurs signatures.

On sait maintenant que la Chambre criminelle de la Cour de cassation a cassé le second verdict et qu'un troisième procès va avoir lieu. On souhaite bien du courage à ces futurs juges pour se démarquer de la vérité officielle. On rappelle que dans le droit pénal français, c'est à l'accusation d'apporter les preuves de la cul-



tabilité d'un accusé, et non à ce dernier d'apporter les preuves de son innocence. Ce n'est pas une simple lapalissade. Tant que les jugements de cours d'assises, qu'elles soient ordinaires ou spéciales, ne seront pas motivés, on continuera d'assister à des verdicts dignes du n'importe quoi qui continueront d'enchanter les larbins de la presse aux ordres. Alors vigilance et plus que jamais de la rigueur intellectuelle dans la tenue de ces procès, plus particulièrement dans le Colonna 3 prévu fin 2011, début 2012.

Philippe de Mérignac



Gérard Amaté, *L'affaire Colonna: une bataille de presse*, Éditions Jean-Paul Bayol, 2009.

Gérard Amaté, *Dreyfus et Colonna: lettre ouverte à François Hollande*, Éditions Jean-Paul Bayol, 2010.

**C'est pas
du cinoche!**

Un kiosquier anarchiste

Tatie Danièle

Lilliane Bettencourt et sa fille se réconcilient et abandonnent le combat judiciaire qui les opposait. Ainsi, la vieille veuve d'André Bettencourt, militant d'extrême droite antisémite notoire, va pouvoir garder l'argent dans la famille et arrêter de le filer au premier gigolo venu. La morale capitaliste est sauvée. Eric Woerth court toujours.

This is England

Les étudiants anglais ne décolèrent pas et ne relâchent toujours pas leur mobilisation. Ils luttent actuellement contre la multiplication par trois des frais d'entrée à l'université. Une mobilisation sans faille dont auraient pu s'inspirer les étudiants de l'Hexagone...

J'ai toujours rêvé d'être un gangster

Cantona a bien fait parler de lui le 7 décembre dernier en menaçant les banques d'aller retirer son argent, et en appelant chacun à faire de même. Le multimillionnaire qui crache au passage, dans la fameuse vidéo, sur les mobilisations et les manifestations de celles et ceux qui voulaient défendre leur retraite est pourtant bien mal inspiré : se réclamer du braqueur « non violent » Spaggiari qui était un proche de l'OAS et apporter du grain à moudre aux allumés conspirationnistes, ça mérite un carton rouge.

Persepolis

Le 1^{er} décembre dernier, une femme accusée du meurtre de son mari a été exécutée en Iran. Shahla Jahed avait avoué ce meurtre sous menace, les policiers menaçant de violer un enfant de sa famille si elle ne signait pas d'aveux. Son assassinat s'ajoute aux milliers d'autres commis envers les femmes par le régime islamique en vigueur en Iran.

Moby Dick

Les écolos-pirates de Sea Shepherd viennent d'acquérir une nouvelle embarcation, le *Gojira*, pour « intercepter », autrement dit pour percuter la coque, des navires chasseurs de baleines dans l'océan Austral. Il rejoint ainsi le reste de la flottille de « l'opération non compromise ».

L'âge de glace

Brice Horte-croix-de-feux se ridiculise une fois de plus. Pour expliquer l'incapacité des services routiers à gérer les dernières chutes de neige, il n'évoque ni la réduction des moyens, ni la réduction des effectifs, mais il estime que « ce qui pose problème [...] ce sont les routes lorsqu'elles sont inclinées » (source : France 2). Les routes inclinées, quand il y en a une, ça va, c'est quand il y en a plusieurs que ça pose problème ?

Bibo

LE SAVIEZ-VOUS ? Vous pouvez trouver *Le Monde libertaire* dans un sympathique kiosque de l'Est parisien, rue de Flandre, dans le XIX^e arrondissement. C'est en face du numéro 119, à la sortie principale du métro Crimée. Notre hebdomadaire préféré y est affiché et bien vendu. Comme il est rappelé chaque semaine

en page 2, il est recommandé d'acheter l'hebdomadaire de la Fédération anarchiste toujours au même kiosque (ou alors à la Librairie du Monde libertaire). Alors, me direz-vous, celui-là ou un autre. Ben oui, à suivre !

Loulou Barbesois



QUARTIER PIRATE

NOUVEAU GROUPE PARIS-BOULEVARD DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

BLOG : <http://quartier-pirate.blogspot.com>

MAIL : quartier.pirate@gmail.com

Le 23 décembre 2010
paraît

Le Monde libertaire hors-série n° 40

portant principalement sur
le thème de

la grève

Le prochain *Monde libertaire* hebdomadaire (ML 1618)
paraîtra le 13 janvier 2011.

Radio libertaire

Jeudi 16 décembre

Chronique hebdo (08 h 00) L'invité de Chronique hebdo, Philippe Morisson est un passionné de Marcel Carné et de ses films. Il a même consacré un site à ce grand réalisateur de films comme *Les enfants du Paradis*, *Le jour se lève*, *Hôtel du nord*, *les Visiteurs du soir* et tant d'autres.

Petites annonces d'entraide (16 h 30) Les annonces de la semaine.

Si vis pacem (18 h 00) Émission antimilitariste de l'Union pacifiste. Yvonne Terrel, avocate, en hommage à Jean-Jacques de Félice, défenseur des insoumis.

Les enfants de Stonewall – BodyFreaks (19 h 30) Thématiques trans, intersexe ou de genre en général (3^e jeudi du mois).

Vendredi 17 décembre

L'écho des cabanes (11 h 00) Émission sur les familles de détenus.

Les oreilles libres (14 h 30) L'émission sera consacrée à King Crimson, autour des reprises que de nombreuses formations ont effectuées des morceaux de ce groupe culte.

Koumbi (16 h 00) Une image de l'Afrique contemporaine, au quotidien, loin des clichés exotiques ou uniquement misérabilistes.

Muzar (22 h 30) Autour de l'art contemporain.

Samedi 18 décembre

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 h 00) La Compagnie Jolie Môme.

Chronique syndicale (11 h 30) Émission juridique : la réquisition des travailleurs en cas de grève est-elle légale ?

Chroniques rebelles (13 h 30) Littérature jeunesse, avec les éditions Chant d'orties : Béatrice Guillemard et Thierry Périssé.

Bulles noires (17 h 00) Rencontres avec des professionnels de l'animation : réalisateurs, dessinateurs, producteurs, spécialistes, initiateurs de salons.

Dimanche 19 décembre

Goloss trouda, la voix du travail (08 h 00) Émission francorusse.

Des mots, une voix (15 h 30) L'émission recevra Robert Davreu, pour sa traduction du texte *Le livre de Dave* de Will Self (sorti aux éditions de l'Olivier).

Il y a de la fumée dans le poste (18 h 30) Légalisons le cannabis !

Rudies back in town (22 h 00) Approche sociopolitique du mouvement skinhead international.

Restons éveillés ! (00 h 00) Nouvelle émission de libre antenne.

Lundi 20 décembre

Les Enfants de Cayenne (09 h 00) Deux heures de pure politique 100 % révolutionnaire, avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

Lundi matin (11 h 00) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

La santé dans tous ses états (18 h 00) Santé et politique.

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Anarcho-syndicalisme, par le syndicat CNT Culture-Spectacle.

Ça urge au bout de la scène (21 h 00) Actualité de la chanson.

Mardi 21 décembre

Artracaille (11 h 00) La condition de l'artiste dans la cité. Thème : Art et enseignement.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme. Textes historiques et actuels.

Un peu d'air frais (16 h 00) Réalisations sonores (reportages, documentaires, etc.) à vocation sociale ou politique.

Idéaux et débats (18 h 00) Littérature.

Paroles d'associations (19 h 30) Magazine de la vie associative et culturelle.

Émission spéciale (20 h 30) Antenne ouverte aux auditeurs.

Ca booste sous les pavés (22 h 30) Scène culturelle alternative.

For a Few Sixties More (00 h 30) Musique jamaïcaine des années soixante.

Mercredi 22 décembre

L'Entonnoir (09 h 30) Antipsychiatrie.

Blues en liberté (10 h 30) JB Lenoir, blues et contestation.

Sans toit ni loi (12 h 00) Émission sur les mal-logés et la précarité.

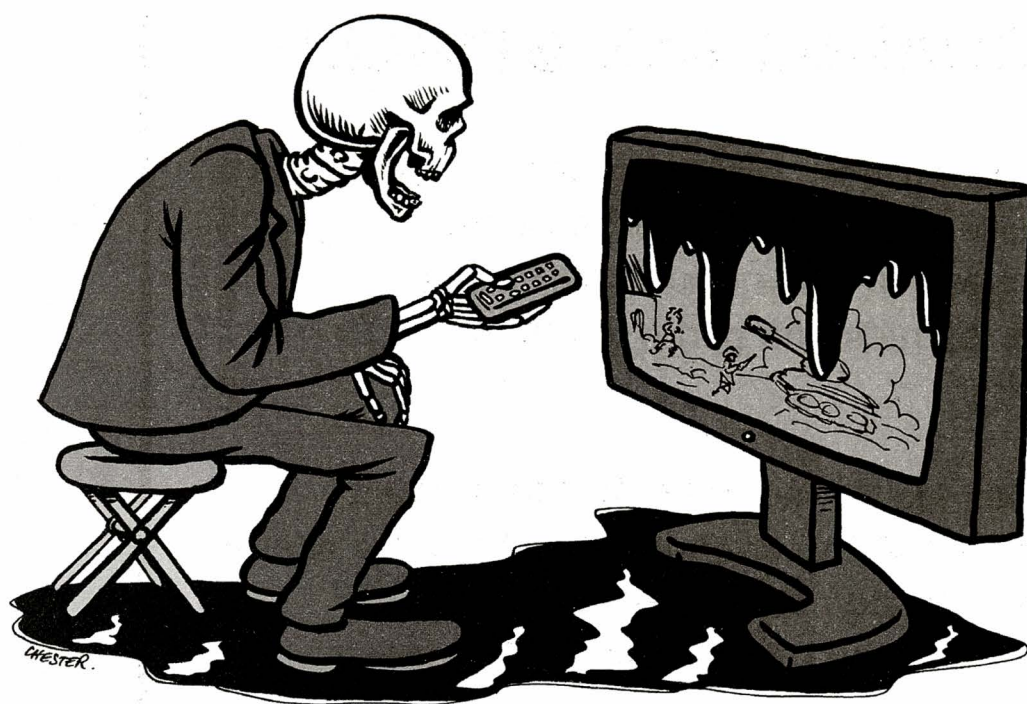
Femmes libres (18 h 30) Femmes qui luttent, femmes qui témoignent.

Ras les murs (20 h 30) Émission d'informations et d'analyses, avec lecture du courrier des prisonniers, sur la situation actuelle de la prison et de la justice

Les Rendez-Vous Soniques (00 h 30) Le magazine libertaire du rock Rendez-vous live.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org



Jeudi 16 décembre

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle: Révolution dans la révolution cubaine. Troisième rencontre-débat: La révolution dans la révolution. Hors des schémas traditionnels: la bureaucratie d'État contre les formes de dissidence de droite ou social-démocrate, panorama des nouvelles formes de contestation sociale et culturelle. Présentation de Daniel Pinos et Karel Negrete. Bourse du travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, M° ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Samedi 18 décembre

Marseille (13)

17 heures. *Walden* de Henry D. Thoreau. Causerie animée par Michel Granger et Yves Jolivet. Au local du CIRA, 3, rue Saint-Dominique (angle place des Capucines). Entrée libre.

Paris XI^e

16h30. Forum débat reporté du 11 à ce jour: L'action directe non-violente, désobéir dans les luttes. Avec Xavier Renou et les Désobéissants. À la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

Mardi 21 décembre

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle: La lutte des signes: le graphisme militant embellit nos villes. Troisième rencontre-débat: La lutte des signes, un siècle d'autocollants politiques français. Depuis plus d'un siècle, l'autocollant politique (ou ses ancêtres) s'immisce dans nos villes. Mauvaise herbe des panneaux, du mobilier urbain, il est devenu l'indispensable animateur des conflits sociaux et des manifestations. Véritable transpiration militante de nos murs, il n'avait fait l'objet d'aucune étude d'ensemble. Intervention sous forme de diaporama, et exposition sur place le jour même. L'exposition se tiendra également durant toute la durée du cycle à la Librairie Publico (145, rue Amelot, 75011 Paris). Présentation de Zvonimir Nowak. Bourse du travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, M° ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Vendredi 21 janvier

Paris XVIII^e

20 heures. Discussion publique: Quel avenir pour le syndicalisme? Organisée par le groupe Salvador Seguí de la Fédération anarchiste. À La Rue, 10, rue Robert-Planquette, M° Blanche ou Abbesses. Entrée libre.

Samedi 29 janvier

Paris XI^e

16h30. Forum-débat: Regard anarchiste sur les sciences. Avec Marc et Nicolas du groupe Louise-Michel. À la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

CLOCHARDS DES ETOILES

Ils vont sur les ch'mins, portés par les engoulevents,
L'visage rouillé par le froid et par la peine,
Vers d'étranges villes aux coeurs indifférents,
Glâner dans les rues une part d'oxygène.

Mais, sous les étoiles règne un monde d'argent,
Où tout s'achète et tout s'vend sous l'chant des sirènes;
Où les tentacules du capital-mutant
Etouffent par la peur la flamme et les phalènes.

Et passent les siècles, les années et les trains,
Sans qu'jamais l'pouvoir et l'droit n'ait changé de main:
L'marteau pour l'injustice et qu'des coups pour l'enclume!

Mais, derrière les hauts murs d'la ville-cachot,
R'pouss'ra une fleur d'espoir qui ôte l'amertume,
Si un jour, tu t'souviens d'ces trois où quatre mots.

Lolo Krokaga

